

REGARD SUR LA VIE OUVRIERE ET SOCIALE NOVEMBRE 2016

En cette trop longue période pré-électorale, les travailleurs ont du mal à se faire entendre. Et pourtant : inquiétudes sur l'emploi pour eux et leurs enfants, application de la loi travail dans l'inversion des normes, répression syndicale, sentiment d'insécurité suite aux attentats, réactions à l'accueil des réfugiés, traités commerciaux, Ceta (Canada) et Tafta (USA) qui se profilent.

DANS LA MANCHE :

Arsenal : suite au passage d'établissement d'Etat à entreprise privée, la présence de salariés de différents statuts et d'entreprises entraînent des difficultés de coordination du boulot et donc du retard dans les livraisons de sous-marins. Le prochain qui devait bientôt sortir, le Suffren, est reporté à 2019. Par ailleurs, un rappel : Le contrat signé avec l'Australie pour 12 sous-marins évalué à 34 milliards, qui s'ajoute aux 36 Rafales vendus à l'Inde et au contrat passé avec l'Egypte, l'Arabie saoudite, le Brésil. Peu de voix s'élèvent contre les marchands d'armes, mais d'où viennent toutes ces armes dans les conflits de Syrie, d'Irak et d'ailleurs ?

DCNS a décroché aussi le contrat de déconstruction des vieux sous-marins avec une soixantaine d'emplois pour Cherbourg ; deux groupes sous-traitants sont en piste : Vinci et Véolia.

Dans le nucléaire : le chantier EPR avec 4300 personnes actuellement sur le site touche à sa fin, malgré ses nombreux retards dus aux malfaçons dont certaines demeurent, notamment sur la cuve, son coût exorbitant, ses deux accidents mortels, et son exploitation des travailleurs étrangers où l'entreprise Bouygues et ses sous-traitants sont encore en procès ces temps-ci à Caen. La technique de ce nouveau type de réacteur est cependant utilisée pour un autre EPR en Finlande et en Grande Bretagne.

Aréva (usine de retraitement) : les syndicats s'inquiètent des suppressions de postes (500 d'ici 2020). CFDT et FO craignent pour la sûreté, la sécurité. La CGT s'interroge sur le sérieux de cette réorganisation. L'UNSA a assigné Aréva au Tribunal pour atteinte au droit de grève : des salariés réquisitionnés pour la sécurité et la sûreté en cas de conflit sont utilisés pour le maintien du fonctionnement d'exploitation.

La manifestation anti-nucléaire du 1^{er} octobre a eu du mal à mobiliser dans une région qui dépend tellement de cette industrie au plan économique. Trois à 4000 manifestants sont venus de toute la France. Il est pourtant justifié de se poser des questions sur la sécurité de ces usines à haut risque et sur l'avenir des déchets nucléaires pour les générations à venir.

EMR : Eoliennes. Cette industrie peine à démarrer malgré la mise à disposition d'immenses terrains gagnés sur la mer. Les usines restent à l'état de projet. Les contestations portées au Tribunal empêchent d'avancer. Les rachats d'entreprises Alstom à Cherbourg et Aréva au Havre par Général Electric et Siémons contribuent au retard. Espoir ou crainte, General Electric vient d'acheter le fournisseur Danois Windpower, leader mondial dans la fabrication des pales. En attendant, 14 techniciens en maintenance sont en train de se former.

Hydroliennes : La construction de l'usine est prévue pour 2017, mais il faut aussi que l'Etat lance son appel à projet.

D'autres entreprises dans la Manche constituent le tissu industriel du Département et affichent une santé économique :

ASSYSTEM, société d'ingénierie à Cherbourg emploie 200 personnes et embauche ingénieurs et techniciens.

Brittany ferries est en progression pour les passagers et le fret malgré les craintes dues à l'incertitude du Brexit.

Algaria à Saint Lo, spécialisée dans les extraits naturels d'algues s'installe sur la zone de la Capelle. Elle emploie surtout des techniciens ingénieurs et commerciaux : 10 personnes actuellement avec des projets d'embauches en 2017.

SAMP, industrie à Coutances en équipement automobile, emploie une centaine de personnes. Des mécaniciens outilleurs sont recherchés pour des CDI.

Les Maitres Laitiers à Méautis vont embaucher 200 salariés pour la nouvelle usine. Les premières expéditions de poudre de lait vers la Chine sont prévues pour 2017.

Saint James : Une entreprise s'installe, Thermacome, filiale d'Acome, et va employer 20 personnes dans l'immédiat.

Mortain : Novéa à Romagny, centre de formation, recrute 80 stagiaires en fibre optique avec des emplois assurés.

Le Teilleul : le fabricant de palettes Kunkel en développement, peine à recruter.

Mais des conflits demeurent dans la Manche, en particulier à la Poste : De nombreux bureaux sont menacés de fermeture, alors que depuis 2003, 64 bureaux ont déjà été fermés. Aussi, les salariés avec FO et la CGT ont manifesté le 27 septembre au Val Saint Jean à Saint-Lô, puis de nouveau le 22 octobre, les élus soutiennent le mouvement. L'ensemble des 260 000 postiers de France se trouvent fragilisés. Les projets de réorganisation ont été suspendus jusqu'à la fin des négociations prévues à la mi-décembre.

Comme partout en France, **le malaise des policiers** qui réclament de meilleurs moyens pour leur travail et une plus grande considération de leur hiérarchie, pose question. Mais ils court-circuitent leurs organisations syndicales et se veulent un mouvement spontané. Le FN souffle sur les braises.

AU PLAN NATIONAL :

Des usines emblématiques sont en difficulté. **Les chantiers STX** de Saint Nazaire avec ses 7000 salariés sont mis en vente. Rachat en bloc ou en différents clients, l'avenir des chantiers peut se jouer là. Que va faire le Gouvernement ?

Alstom à Belfort a été en danger de fermeture (400 emplois menacés). Les travailleurs (*les Alsthommes*) avec les syndicats se sont battus : grèves, manifestations. Le Gouvernement a proposé que 21 TGV soient construits dans cette usine de Belfort et pense ainsi sauver ces emplois menacés.

Smart : ses 800 salariés ont dû accepter de passer aux 39 h payées 37 malgré l'opposition des syndicats. Un référendum d'entreprise a eu lieu et a recueilli 56% d'avis favorables, par crainte du chômage.

Renault : le même scénario se profile chez Renault qui propose 3000 embauches avec des réorganisations du travail.

Contrairement aux idées reçues, les organisations syndicales signent des accords quand ils sont jugés bénéfiques pour les salariés. CFDT (94%), FO (90%), CFTC (89%) UNSA (87%) CGT (84%).

Mais la répression syndicale a toujours bien lieu : Les 8 salariés de **Good Year** contre lesquels sont requis 24 mois avec sursis le savent bien, ainsi que les 5 d'**Air France** (2 à 4 mois requis) pour des chemises arrachées. Il en est de même pour le responsable de la **fédération CGT construction** (un an avec sursis requis). C'est souvent d'ailleurs la CGT qui est visée.

Défendre son emploi n'est pas un délit quand on voit **l'importance du chômage** en France avec plus de 3.500 000 sans emplois et plus de 6 millions si on y ajoute les activités réduites. Dans la Manche en fin septembre, il y avait 19 720 demandeurs d'emploi en catégorie A en légère diminution, surtout pour les jeunes.

ETRE EN BONNE SANTE :

C'est d'abord se soigner : Depuis de longs mois, **la santé est en danger** dans le Nord Cotentin et dans l'ensemble du Département. Diminution de médecins généralistes, 48 sur 220 doivent arrêter prochainement dans le Nord Cotentin. La Région veut réduire le nombre de centres de formation d'aides-soignants ; celui de Coutances va fermer, celui d'Avranches est menacé ainsi que ceux de Falaise, Vire, Argentan, etc... Les élus de gauche à la Région, groupe socialiste et Front de Gauche, réagissent pour le maintien d'un tissu médical important et nécessaire. Des centres de santé libéraux se créent en de nombreux endroits. A Cherbourg, un centre associatif de santé à l'initiative du Front de gauche devrait s'ouvrir avec une quinzaine de professionnels de santé.

Au plan national, l'ensemble des infirmiers(es) ont organisé avec leurs syndicats une journée d'action ce mardi 8 novembre ; journée très suivie en France et dans la Manche. Ils réclament de meilleurs moyens de travail et davantage de temps près des patients. A Cherbourg, des points particuliers ont été abordés, certains services devant passer au privé, à commencer par le nettoyage.

C'est aussi manger, s'habiller, être accueilli et orienté.

C'est ce que font de nombreuses associations : ainsi, le Secours populaire avec sa vingtaine de sites dans la Manche, le dernier ouvert étant Hambye. Il y a de plus en plus de travailleurs pauvres avec de petits salaires et davantage de retraités qui s'adressent aux associations. ATD Quart monde veut redonner la parole à ceux qu'on n'écoute pas mais qu'on accuse facilement de se plaindre dans la misère. Des centres sociaux comme le GAF (groupe d'alimentation familiale) permettent aux plus démunis d'acheter leur alimentation selon leurs possibilités financières. Le SAO (Service d'accueil et d'orientation) reçoit de plus en plus de personnes, souvent jeunes, sans hébergement et de toute nationalité.

REFUGIES MIGRANTS : Accueil ou rejet ?

Fuyant la guerre ou la faim au risque de leur vie, déjà 3800 morts en 2016, des hommes, des femmes, des enfants errent à travers l'Europe et donc la France, cherchant un peu d'accueil et d'humanité. Espérant aller en Angleterre vue comme l'Eldorado, beaucoup (6 à 8000 personnes) se sont regroupés à Calais dans des conditions de vie inhumaines, entraînant des heurts avec la population. La décision d'évacuer cet immense squat a été prise en octobre. Le Gouvernement a décidé d'éparpiller ces migrants dans différents centres en France dans des CAO (centres d'accueil et d'orientation), pour qu'ils puissent se poser et réfléchir à leur avenir. 20% d'entre eux continue à vouloir se rendre en Angleterre souvent pour raisons familiales ou facilité de travail, 80% effectue une demande d'asile en France.

Ce démantèlement du squat a commencé le 24 octobre sous forte escorte policière. En quelques jours, 5600 personnes ont quitté ce lieu plus ou moins volontairement, certains envisageant d'y revenir. 1500 jeunes mineurs isolés, d'abord regroupés dans un centre provisoire, ont aussi été répartis dans d'autres lieux en France. Les autorités britanniques se sont engagées à regarder leur situation et à favoriser le regroupement familial. Les Britanniques ne veulent accueillir actuellement que quelques dizaines, voire 300 mineurs isolés. A Paris, le squat Stalingrad a également été évacué.

La Manche, comme les autres Départements, a été désignée pour recevoir **93 migrants**, sans concertation préalable, dans trois lieux : 15 la Chapelle/Vire (Troisgots), 45 à Saint Germain sur Ay, 33 à Cerisy la forêt. Aussitôt des peurs, des refus se sont exprimés contre cet accueil, poussés par le FN, en particulier à Troisgots avec des expressions : « On n'est pas racistes ou fascistes, on a simplement peur pour nos familles », ou encore « Non aux migrants sur ce lieu saint ». Des rumeurs de toutes sortes ont eu lieu : jeune âge des migrants, etc... Les autorités, des chrétiens locaux (« ce n'est pas ça le message de l'Évangile ») mais aussi des citoyens ont réagi : « Nos aïeux ont eu aussi à émigrer... On doit pouvoir les accueillir... Je suis prêt à en accueillir chez moi ». Les associations antiracistes ont manifesté contre ce climat de haine : le MRAP, le Collectif Saint Lois citoyen, Itinérance de Cherbourg, demandant un traitement humain de la situation de ces personnes.

Cherbourg n'a pas été retenu comme lieu d'accueil. Par contre, plusieurs évacuations des différents squats ont eu lieu à la demande de la Municipalité, ce qui n'empêche pas celle-ci d'organiser le mois de la fraternité sur l'accueil des migrants. Certains jeunes migrants se trouvent ainsi dehors de jour comme de nuit. Cet accueil est un dur combat face au repli nationaliste dans beaucoup de pays du monde : le FN en France qui se veut porte-parole des anti-migrants, Victor Orban en Hongrie qui veut sélectionner les migrants riches accueillis et les migrants pauvres refoulés. Des murs s'élèvent partout dans le monde : 41000 kilomètres de mur révèlent toutes ces peurs de l'émigré.

Une EUROPE en recherche d'unité : Un monde en conflit.

L'Europe se cherche et paraît se dissoudre dans l'accueil des migrants, dans ses tensions après le Brexit et dans ses relations commerciales. Le Brexit va-t-il avoir des conséquences économiques et humaines pour les travailleurs européens ou britanniques et la libre circulation des personnes ? Des discussions sur le Ceta ont permis, grâce aux wallons, de mettre au jour des pourparlers tenus secrets, tels les tribunaux devant régler les conflits entre multinationales et Etats. Alerte aussi pour les discussions sur le Tafta.

De violents conflits ensanglantent le Moyen-Orient : Alep, Mossoul, Raka, autant de villes symboles qui témoignent de la violence des combats où sont impliqués de jeunes djihadistes français, où les populations civiles, hôpitaux et écoles, sont volontairement ciblées. On ne gagne pas la guerre, on gagne la paix, rappelait récemment un p.o.. Les efforts des grandes religions réunies à Assise doivent y contribuer. Mais aussi la participation des citoyens qui œuvrent par exemple pour que le peuple palestinien gagne la paix, ce à quoi travaille le Comité France Palestine, avec le mois de la cause palestinienne dans le Nord Cotentin, par la venue de Michel Warchawski, grand prix des droits de l'homme, à Cherbourg et la participation à la construction d'un centre de formation professionnelle dans le camp de réfugiés d'Aïda en Cisjordanie.

« La Méditerranée s'est transformée en cimetière et pas seulement la Méditerranée... Il y a tant de cimetières le long des murs, des murs maculés de sang... »

Pape François, le 5 octobre 2016

Les prêtres-ouvriers de la Manche
Le 10 novembre 2016